



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe Raffinage Pétrochimie

Le Havre, le 16 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIGALNOR
ROUTE DU HOC
76700 GONFREVILLE L ORCHER

Références : 20220726_VI_SIGALNOR_ExercicePOI

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement SIGALNOR implanté Route du Hoc 76700 GONFREVILLE L ORCHER . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite consistait en un exercice POI inopiné, organisé par la DREAL et le SDIS, en dehors des heures d'exploitation normales du centre emplisseur SIGALNOR. Les objectifs de cet exercice étaient de :

- Tester les moyens d'intervention (humains et matériels) de l'établissement SIGALNOR
- Tester les dispositifs de transmission de l'alerte
- Tester le délai d'arrivée sur site de la personne compétente en dehors des heures d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGALNOR
- Route du Hoc 76700 GONFREVILLE L ORCHER
- Code AIOT : 0005800338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société SIGALNOR exploite un centre emplisseur de GPL sur la commune de Gonfreville l'Orcher, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2005 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice POI inopiné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le scénario retenu pour l'exercice POI inopiné portait sur une fuite de GPL, non enflammée, de débit réduit et non isolable rapidement. Les détails additionnels relatifs à ce scénario sont précisés en annexe confidentielle.

L'exercice a été lancé à 18h51, par un appel à l'opérateur d'astreinte annonçant la simulation du déclenchement de deux détecteurs gaz. Les personnes compétentes de la société SIGALNOR sont arrivées sur le site dans un délai d'environ 20 minutes. Après la réalisation d'une levée de doute, le POI a été déclenché. L'alerte a été transmise aux interlocuteurs pertinents, puis des moyens d'arrosage mobiles ont été déployés pour compléter les moyens d'arrosage fixes automatiques. Il a été mis fin à l'exercice à 20h25. Les détails additionnels relatifs à ce scénario sont précisés en annexe confidentielle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Protection Thermique	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 11	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'opération interne	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	/	Sans objet
2	Surveillance hors heures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 5	/	Sans objet
3	Transmission de l'alerte	Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 2	/	Sans objet
5	Matériel d'intervention	Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 5	/	Sans objet
6	Organisation des secours	Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice s'est globalement bien déroulé.

L'opérateur d'astreinte est intervenu dans un délai satisfaisant. Les moyens mis en œuvre pour lutter contre le sinistre sont apparus suffisants pour le scénario considéré.

Il est demandé à l'exploitant de corriger rapidement le défaut d'arrosage d'un réservoir.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> <p>II.-Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour :</p> <p>1° Dans un délai raisonnable :</p> <p>a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ;</p> <p>b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;</p> <p>c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>2° Dans le délai de deux ans à compter de la date où un établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ;</p> <p>3° A la suite d'un accident majeur.</p> <p>La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.</p> <p>Les données et les informations devant figurer dans un plan d'opération interne sont définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'Opération Interne de l'établissement SIGALNOR a été mis à jour en novembre 2021 et transmis à l'inspection des installations classées par courrier reçu le 16 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance hors heures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance hors heures d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>En dehors des heures d'exploitation, l'exploitant met en place une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance. En cas de détection de gaz ou de flamme telles que définies au I de l'article 7 et à l'article 12, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.</p> <p>L'exploitant définit par procédure les actions à réaliser par la ou les personne(s) compétente(s). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;- les opérations prévues au II de l'article 7, la mise en service des dispositifs d'arrosage lorsqu'ils existent et la fermeture des organes de sectionnement permettant de réduire la quantité de gaz rejetée, lorsque ces actions n'ont pas été déclenchées automatiquement ;- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;- l'accueil des secours extérieurs. <p>Le délai d'arrivée sur site de la ou des personne(s) compétente(s) est de trente minutes maximum suivant la détection de gaz ou de flamme. Au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, qui nécessiterait de disposer d'une ou plusieurs personne(s) compétente(s) dans un délai moindre pour mettre en œuvre les actions nécessaires de mise en sécurité des installations, le préfet peut réduire ce délai par arrêté préfectoral.</p>
Constats : <p>L'exercice POI inopiné a été démarré en dehors des heures d'exploitation du centre emplisseur, et en l'absence de présence humaine sur le site.</p> <p>En dehors des heures d'exploitation, le site SIGALNOR est surveillé par une société de télésurveillance notamment chargée de transmettre l'alerte par téléphone à un opérateur d'astreinte et au chef de centre en cas de détection gaz ou flamme.</p> <p>Pour l'exercice, l'inspecteur a contacté l'opérateur d'astreinte pour simuler la transmission de l'alerte par la société de surveillance.</p> <p>L'opérateur d'astreinte est arrivé sur le centre emplisseur moins de 30 minutes après la transmission de l'alerte.</p> <p>Le délai d'arrivée sur site de la personne compétente est donc jugé conforme.</p>
Observations : <p>Le chef de centre est arrivé sur le site en même temps que l'opérateur d'astreinte. En situation réelle, la mobilisation du chef de centre n'est pas exigée par les procédures du site avant la réalisation de la levée de doute. Le chef de centre s'est limité à un rôle d'observateur pour la première partie de l'exercice.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Transmission de l'alerte

Référence réglementaire : Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 2 Alerte
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de l'alerte
Prescription contrôlée : La diffusion du message téléphonique d'alerte se fait par l'intermédiaire de la plateforme FACT24 – ZIP'ALERT. [...] En dehors des heures ouvrées, la personne d'astreinte renseigne le message d'alerte en format PDF, le télécharge sur la plateforme, puis active l'alerte « Déclenchement POI ». [...] Le message d'alerte est alors diffusé, par mail et par téléphone, aux correspondants suivants : [Liste et coordonnées des correspondants]
Constats : Suite à la levée de doute, l'opérateur SIGALNOR a réalisé la transmission de l'alerte par téléphone. Pour l'exercice, l'opérateur n'a pas utilisé la plateforme FACT24 – ZIP'ALERT. Cet outil a été mis en place récemment pour permettre une automatisation de certaines étapes de la transmission de l'alerte. Toutefois, l'opérateur d'astreinte lors de l'exercice n'avait pas encore été formé à son utilisation. L'alerte a été transmise par téléphone auprès des correspondants suivants : DREAL, SIRACED-PC (Préfecture), Mairie de Gonfreville, vigie portuaire (GPMH) et CODIS (pompiers). La durée totale de la transmission de l'alerte par téléphone à ces interlocuteurs est d'environ 10 minutes. Ce délai n'est pas jugé anormal par l'inspection. Toutefois, l'inspection souligne que l'ordre dans lequel ces interlocuteurs ont été contactés n'est pas celui recommandé. Il convient de transmettre l'alerte en priorité aux sapeurs-pompiers. C'est bien ce qui est prévu dans le document POI qui mentionne le SDIS en tête de la liste des correspondants à contacter. Par ailleurs, les informations transmises par téléphone sont apparues fragmentaires. L'inspection estime qu'en situation réelle, les correspondants auraient sollicité des informations complémentaires. En particulier, les pompiers doivent se faire préciser les informations relatives aux modalités d'accès en sécurité sur le site selon le sens du vent et les zones de dangers à éviter (de préférence, fournir le numéro de jalonnement).
Type de suites proposées : Sans Suite

Nom du point de contrôle : Protection Thermique

Référence réglementaire : Arrêté du 2 janvier 2008, Article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Protection Thermique
Prescription contrôlée : Lorsque les réservoirs sont aériens et ne disposent pas d'une protection leur permettant de résister à toutes les agressions thermiques décrites dans l'étude de dangers, ils sont protégés par un système d'application d'eau de refroidissement. Celui-ci assure un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur leur paroi. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité des réservoirs bénéficie du même niveau de protection.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a mis en évidence un point à corriger sur l'arrosage fixe protégeant l'une des installations du site. (détails en annexe confidentielle). L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les opérations de maintenance nécessaires pour lever ce défaut sous un délai n'excédant pas 15 jours.
Type de suites proposées : Avec Suites
Proposition de suites : Lettre de suite

Nom du point de contrôle : Matériel d'intervention

Référence réglementaire : Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 5 Recensement des Moyens
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel d'intervention
Prescription contrôlée : [Le chapitre 5 du document POI décrit les moyens matériels internes du site SIGALNOR]
Constats : Les moyens matériels mis en œuvre pendant l'exercice sont apparus globalement efficaces pour l'intervention sur le scénario considéré, et conforme aux moyens décrits dans le document POI. Le canon mobile mis en œuvre lors de l'exercice a été alimenté en eau par un tuyau d'un diamètre insuffisant pour atteindre sa pleine efficacité. Cela réduit sa portée – rendant nécessaire de le repositionner pour l'approcher de la zone de danger. Respecter les règles d'établissement des tuyaux aurait permis d'assurer l'alimentation optimale des moyens mobiles.
Observations : Les observateurs du SDIS recommandent en outre à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de revoir le conditionnement du petit matériel incendie afin de faciliter le déploiement des moyens mobiles d'intervention en limitant les allers-retour : par exemple, des remorques équipées de tout le nécessaire pour établir l'arrosage avec une lance « queue de paon » ;• d'utiliser davantage la salle de crise située à l'étage et d'équiper celle-ci d'une photo aérienne du site avec ses abords, d'un plan de masse du site sur lequel est représenté le réseau d'incendie interne, un tableau blanc ainsi qu'un tableau de conférence paperboard pour tenir la main courante de l'événement ;• de mettre en place un affichage simple rappelant les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés et l'utilisation nécessaire d'un explosimètre. En effet, bien que les EPI et explosimètre sont constatés disponibles dans la salle du bâtiment administratif, certains EPI ont été oubliés par les personnes intervenantes lors de l'exercice ;• de revoir l'emplacement de la manche à air pour la rendre plus visible depuis la route d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans Suite

Nom du point de contrôle : Organisation des secours

Référence réglementaire : Document POI « HOC POI V6 », Chapitre 6 Organisation des secours
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des secours
Prescription contrôlée : [Le chapitre 6 du document POI décrit l'organisation des secours pour le site SIGALNOR]
Constats : <p>Pour rappel, le chef de centre était présent principalement dans un rôle d'observateur. En effet, en situation réelle, le chef de centre aurait pu ne pas être présent sur le site avant la levée de doute. Il aurait pu participer à la gestion de crise à distance – par exemple, en ce qui concerne la communication avec les correspondants.</p> <p>Le chef de centre et l'opérateur d'astreinte n'ont pas mobilisé de renforts additionnels internes à SIGALNOR pour l'intervention. De plus, lors de l'appel de transmission de l'alerte aux sapeurs-pompiers publics, il n'a pas été sollicité de recours aux moyens de secours publics.</p> <p>La décision de ne pas faire appel à des renforts pour la conduite de l'exercice est basée sur le dimensionnement perçu du scénario de l'exercice décrit comme une petite fuite de faible débit.</p> <p>L'inspection constate toutefois que sur le formulaire de confirmation de l'alerte aux autorités, l'exploitant a coché la case « recours aux moyens de secours publics ». L'inspection souligne que si l'exploitant avait souhaité solliciter les moyens de secours publics, il aurait fallu le préciser explicitement lors du contact téléphonique avec le CODIS et prévoir l'accueil des sapeurs-pompiers sur le site.</p> <p>L'inspection constate que l'opérateur mobilisé connaît globalement les actions qui sont attendues de sa part pour l'intervention dans le scénario considéré.</p>
Observations : <p>L'inspection estime que le nombre de personnes mobilisées aurait pu être insuffisant.</p> <p>La présence rapide d'au moins deux opérateurs sur le site apparaît souhaitable compte tenu du nombre d'actions à réaliser : réalisation de la levée de doute, transmission de l'alerte, mise en œuvre des moyens mobiles, mais aussi déploiement d'un réseau de mesure d'explosimétrie, accueil des éventuels sapeurs-pompiers, vérification de la suffisance de la réserve d'eau incendie et surveillance du niveau de carburant des pompes incendie. En outre, les observateurs du SDIS soulignent qu'en cas de malaise d'un opérateur, le second pourrait lui venir en aide.</p> <p>L'inspection note que les exercices périodiques organisés par l'exploitant sont généralement programmés pendant les heures d'exploitation. Ainsi, dans le cadre de ces exercices, l'exploitant dispose généralement d'un effectif plus que suffisant pour conduire l'intervention. Considérant qu'un événement redouté se matérialisant en dehors des heures d'exploitation peut impliquer que cet effectif ne sera pas mobilisé dans un délai court, l'inspection suggère à l'exploitant d'organiser occasionnellement des exercices avec un effectif réduit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite